



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**UNION FRANCILIENNE DES FEDERATIONS
DES CENTRES SOCIAUX ET
SOCIOCULTURELS**

Association de la Loi du 1^{er} juillet 1901
4, rue Jules-Vallès
91 390 MORSANG SUR ORGE

SIRET : 482 795 523 00026 ; APE : 94 99Z

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Union Francilienne des Fédérations
des Centres Sociaux et
Socioculturels**
4, rue Jules Vallès
91 390 MORSANG SUR ORGE

A l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux et Socioculturels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons porté une attention particulière aux modalités de comptabilisation et de recouvrement des subventions attribuées à l'association et à l'analyse des comptes de tiers.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et

d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois,
Le 23 avril 2024

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Pierre EMMERICH

Signé électroniquement le 23/04/2024 par
Jean-Pierre Emmerich



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	4 477	4 477				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	700	661	39	272	233-	85. 68-
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières ⁽¹⁾						
	Participations et Créances rattachées	15		15	15		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	5 192	5 138	54	287	233-	81. 21-
Comptes de Régularisation	Stocks et en cours						
	Créances ⁽²⁾						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	85 014		85 014	132 014	47 000-	35. 60-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	179 890		179 890	272 046	92 156-	33. 88-
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	1 100		1 100	43	1 057	NS
	Total II	266 004		266 004	404 103	138 099-	34. 17-
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		271 196	5 138	266 058	404 391	138 333-	34. 21-

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	100 000	100 000		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	55 550	66 012	10 462-	15. 85-
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	11 424-	10 462-	962-	9. 19-
	Situation nette (sous total)	144 126	155 550	11 424-	7. 34-
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
PROVISIONS	Total I	144 126	155 550	11 424-	7. 34-
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	11 580	37 780	26 200-	69. 35-
	Total II	11 580	37 780	26 200-	69. 35-
	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges	3 885	3 397	488	14. 36
	Total III	3 885	3 397	488	14. 36
DETTES (1)					
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés				
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	17 135	16 273	862	5. 30
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	67 030	190 266	123 236-	64. 77-
	Instruments de trésorerie				
TOTAL GENERAL	Produits constatés d'avance	22 302	1 125	21 177	NS
	Total IV	106 467	207 664	101 197-	48. 73-
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	266 058	404 391	138 333-	34. 21-

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

10 302

1 125

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

AUBERT EXPERTISE & CONSEIL



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	99 773		43 350		56 423	130. 16
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	105 027		282 505		177 478-	62. 82-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	4 074		1 798		2 276	126. 59
Utilisations des fonds dédiés	27 800		182 240		154 440-	84. 75-
Autres produits			1		1-	100. 00-
Total I	236 674		509 894		273 220-	53. 58-
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	156 886		418 413		261 527-	62. 50-
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	1 502		1 470		32	2. 18
Salaires et traitements	66 115		63 759		2 357	3. 70
Charges sociales	26 844		28 131		1 287-	4. 57-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	233		233			
Dotations aux provisions	488		189		299	158. 45
Reports en fonds dédiés	1 600		14 180		12 580-	88. 72-
Autres charges	2				2	
Total II	253 671		526 374		272 703-	51. 81-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	16 997-		16 481-		516-	3. 13-

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

3 400 5 071

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

40 84

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	2 214		1 031		1 182	114. 66
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	2 214		1 031		1 182	114. 66
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)	2 214		1 031		1 182	114. 66
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	14 784-		15 449-		666	4. 31
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	3 400		5 071		1 671-	32. 95-
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V	3 400		5 071		1 671-	32. 95-
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	40		84		44-	52. 10-
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI	40		84		44-	52. 10-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	3 360		4 987		1 627-	32. 63-
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)	242 287		515 996		273 708-	53. 04-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	253 711		526 458		272 747-	51. 81-
5. EXCEDENT OU DEFICIT	11 424-		10 462-		962-	9. 19-

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature		11 094		14 079	2 985-	21. 20-
Bénévolat		3 129		2 935	194	6. 60
TOTAL		14 222		17 014	2 792-	16. 41-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature		11 094		14 079	2 985-	21. 20-
Personnel bénévole		3 129		2 935	194	6. 60
TOTAL		14 222		17 014	2 792-	16. 41-

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 266 058 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits sont de 242 287 € et les charges de 253 711 €, dégageant un déficit de 11 424 €.

L'exercice considéré débute le 1^{er} janvier 2023 et finit le 31 décembre 2023.
Il a une durée de 12 mois.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Présentation des activités de l'Association

L'Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux et socioculturels (U.F.F.C.S.) est une instance dont se dotent les huit fédérations départementales des centres sociaux d'Ile-de-France pour remplir les missions suivantes :

- assurer la communication et la représentation des huit fédérations d'Ile-de-France auprès des pouvoirs publics et d'autres instances sur le plan régional,
- animer les échanges, organiser la mutualisation et élaborer des stratégies communes entre les fédérations,
- construire des alliances avec des réseaux et autres acteurs du territoire francilien

Règlement comptable

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret ANC 2014-03 et du règlement ANC 2018-06 consolidé du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus ou à leur coût de production.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

▪ Immobilisations décomposables :

Les règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 ont été appliqués.

▪ Immobilisations non décomposables :

Conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise ou selon la durée d'usage.

Il s'agit des immobilisations :

- qui sont apparues comme non décomposables (matériel de bureau et informatique...)
- qui avaient une valeur résiduelle uniquement représentative de la structure même de l'immeuble, ne justifiant pas une quelconque mise en œuvre de la méthode des composants, eu égard à la proximité de la date de revente de l'ensemble.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation pour les biens suivants :

Logiciels :	1 an
Matériel de bureau et informatique :	3 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Les valeurs mobilières sont comptabilisées selon la méthode du PEPS.

Stocks et en cours

Il n'y a pas de stock constaté.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Effectif

La répartition du personnel au 31/12/2023 est la suivante :

Cadres :	1
Non cadres :	1

Total	2

Provision retraite

Les engagements de retraite actuariels représenteraient environ 3 885 € au 31/12/2023. Une provision a été constituée.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés au 31 décembre 2023 se décomposent comme suit :

PRIJ – jeunesse	9 980,00 €
VRL	1 600,00 €
Total :	11 580,00 €

Au 31 décembre 2022, les fonds dédiés se décomposaient comme suit :

PRIJ – jeunesse	24 980,00 €
AG2R	8 000,00 €
VRL	4 800,00 €
Total :	37 780,00 €

La provision 2023 pour engagements à réaliser sur subventions accordées s'élève à 1 600 €.

La reprise de provision 2023 concernant les ressources non utilisées au cours d'exercices précédents s'élève à 27 800 € et concerne :

PRIJ - jeunesse	15 000,00 €
AG2R Centres Sociaux	8 000,00 €
VRL	4 800,00 €

Ventilation des produits d'exploitation 2023

Prestations de services :	99 773,15 €
Subventions d'exploitation :	105 027,00 €
Transferts de charges d'exploitation :	4 073,57 €
Report ressources non utilisées 2022	27 800,00 €
Total :	236 673,72 €

Activités fiscalisées

Aucune activité n'est fiscalisée.

Détail des charges et produits exceptionnels

Charges s/exercice antérieur	40,00
Pénalités et amendes	
Charges exceptionnelles	
Total charges exceptionnelles	40,00
Produits s/exercices antérieurs	3 400,00
Régularisation comptes	
Total produits exceptionnels	3 400,00

Provision pour litige

Aucune provision pour litige n'a été constatée.

Contributions volontaires en nature

Le bénévolat des membres du conseil d'administration est évalué à 3 409,92 € pour 296 heures.

L'implication des salariés des Fédérations au niveau régional représentent 11 093,76 € pour 963 heures.

Autres informations

Compte tenu de la présence d'une seule personne rémunérée ayant la délégation de signature, il n'est pas communiqué, pour des raisons de confidentialité, la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants.

Faits caractéristiques de l'exercice

NEANT